

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 24/05/23

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

### **ALIZE-LOGISTIQUE**

Bois Bernoux  
71290 Cuisery

Références : LW/NM/2023/M\_125  
Code AIOT : 0024700043

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/05/2023 dans l'établissement ALIZÉ-LOGISTIQUE implanté Bois Bernoux 71290 Cuisery. L'inspection a été annoncée le 24/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALIZE-LOGISTIQUE
- Bois Bernoux 71 290 Cuisery
- Code AIOT : 0024700043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALIZE-LOGISTIQUE, dont le siège social est à Cuisery (71 290), au 981 de la route de Pont-de-Vaux, exploite sur le territoire de cette même commune, en zone industrielle de Bois Bernoux, un entrepôt. L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1993 référencé 93.22.153.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- le respect des dispositions de la mise en demeure du préfet de Saône-et-Loire du 25 novembre 2022;
- la situation administrative des installations.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Caractéristiques de l'établissement	AP de Mise en Demeure du 25/11/2022, article 1er	/	Sans objet
2	Dispositif d'extinction automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II - Point 22	/	Sans objet
3	Liste des installations	Lettre du 09/09/2021	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été relevée. L'exploitant a satisfait aux dispositions de la mise en demeure du préfet de Saône-et-Loire en séparant physiquement les activités qui ne relèvent pas de l'autorisation accordée, et en assurant la fermeture totale de l'installation relevant de l'autorisation accordée.

## 2-4) Fiches de constats (pages suivantes)

## N° 1 : Caractéristiques de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/11/2022, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations autorisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société ALIZE-LOGISTIQUE est mise en demeure de respecter dans un délai de quatre mois pour son établissement exploité en zone industrielle de Bois Bernoux : I – les dispositions prévues : - aux articles 1.2 et 2.1 de l'arrêté préfectoral du 16 novembre 1993 référencé 93-22-153 ; - au point 25 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ; II – dans le cas où l'exploitant choisi de séparer physiquement les activités qui ne relèvent pas de l'autorisation accordée, cette séparation doit être réalisée dans le délai imparti: - en respectant les réglementations applicables, en particulier sur l'autonomie des équipements et aménagements constituant des utilités de site et sur le respect de l'implantation des installations ; - en portant à la connaissance du préfet cette cessation partielle d'activité (réduction du périmètre de l'installation) avec tous les éléments permettant d'apprécier cette cessation (notamment l'historique de l'exploitation effectuée des surfaces concernées, la surveillance éventuelle des effets, sur l'environnement, des installations exploitées sur ces surfaces, la justification du placement de celles-ci dans un état tel qu'elles ne puissent porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, etc.) ; - en assurant la fermeture totale des installations relevant de l'autorisation accordée pour que les personnes étrangères à l'établissement n'aient pas un accès libre à l'entrepôt.
<b>Constats :</b> Dans son courrier adressé au préfet de Saône-et-Loire en date du 23 mars 2023, l'exploitant précise avoir choisi dans l'immédiat la séparation physique des activités présentes sur la parcelle cadastrée section AW n° 020 de la commune de Cuisery.  L'inspection a constaté cette séparation physique par la mise en œuvre d'une clôture d'une hauteur de deux mètres, associée à un portillon d'accès du personnel et d'un portail (en cours d'installation) d'accès des véhicules poids-lourds. L'exploitant a par ailleurs précisé que le bâtiment voué à l'activité logistique disposait de tout les équipements et aménagements propres aux utilités.  <b>L'inspection rappelle que la société ALIZE-LOGISTIQUE reste, de part l'autorisation préfectorale accordée en 1993, responsable des sols et du sous-sol de la totalité de la parcelle cadastrale susmentionnée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Dispositif d'extinction automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II - Point 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance des matériels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant poursuit sa démarche de mise en conformité trentenaire de ce système d'extinction automatique d'incendie, qui pour rappel, doit intervenir courant 2023. Les investigations détaillées ont été réalisées et l'exploitant a enfin obtenu l'accord préalable du centre national de prévention et de protection (CNPP) à l'issue d'une réunion technique en date du 12 janvier 2023 afin de lancer les travaux permettant la mise en conformité au référentiel en vigueur. Le remplacement du liner de la réserve d'eau est prévu fin mai 2023 et les travaux de mise en conformité du reste de l'installation devraient suivre pour avoir un dispositif opérationnel et conforme en fin d'année 2023, début 2024. Les appels d'offres ont été lancés auprès de trois sociétés, Tyco, Uxello et Atsi.  Dans intervalle, l'exploitant poursuit les contrôles périodiques obligatoires. Une vérification triennale sera programmée après la pose du liner de la réserve d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Liste des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 09/09/2021
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations et activités
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement, objet de l'autorisation délivrée par le préfet de Saône-et-Loire par arrêté du 16 novembre 1993, comporte les installations relevant d'activités visées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes : - Stockage de matériaux - Rubrique n° 1510 (1°) - Régime de l'autorisation - le volume de l'entrepôt étant de 160 000 m <sup>3</sup> ; - Atelier de charge d'accumulateurs - Rubrique n° 3 (1°) - Régime de la déclaration - le total de la puissance du courant continu utilisable pour cette opération s'élève à environ 80 kW.
<b>Constats :</b> A la suite de l'inspection du 24 juin 2021, l'exploitant a, par courrier du 9 septembre 2021, repositionné ses installations au regard des évolutions réglementaires, et plus particulièrement de la nomenclature des installations classées, et a sollicité le bénéfice des droits acquis pour les rubriques susmentionnées. Après l'analyse de cette demande, l'exploitant peut valablement bénéficier de ce principe des droits acquis au titre de la rubrique : - 1510 qui relève dorénavant du régime de l'enregistrement; - 2925 qui a remplacé la rubrique n°3 (décret n° 93-1412 du 29 décembre 1993) et pour laquelle les installations relèvent toujours du régime de la déclaration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet